



Sur les problèmes fondamentaux de société, l'UDC mène un combat inquiétant. Son discours sécuritaire hypnotise littéralement une frange parfois majoritaire de la population au sein de laquelle il entretient habilement un sentiment de peur. Conditionnés par des arguments pernicieux et fallacieux, des citoyens ne votent ni avec leur cœur ni avec leur raison mais en suivant un instinct animal que la civilisation gomme actuellement: tout autre individu est immédiatement perçu comme un intrus, un concurrent, un ennemi...

Cette Suisse hautaine et suffisante, qui se replie sur elle-même, vit dans l'illusion d'une importance qu'elle a perdue. Le chant des sirènes blochériennes l'empêche de réaliser l'ampleur de son déclin et, plus grave, sa dérive vers le fascisme et le démantèlement social.

Il est temps que les humanistes, les démocrates, les républicains se lèvent et donnent de la voix!

■ JEAN-FRANÇOIS KUNZI

## Où nous mène l'UDC?

**D**es positions défendues par l'UDC lors des votations du 26 septembre dernier devraient pourtant ouvrir les yeux de nos concitoyens, du moins de ceux qui ont un minimum de fibre sociale. En combattant farouchement le congé maternité, les partisans de Blocher n'ont-ils pas clairement démontré leur volonté d'empêcher tout progrès, voire de démanteler certains acquis sociaux? La peur savamment cultivée, une argumentation amoralisée et mensongère peuvent-elles aveugler à ce point? Quel recul certains habitants de ce pays sont-ils capables de prendre? Pendant de nombreuses années, dans la classe politique et dans les organisations humanitaires, on a sans doute péché par excès d'angélisme. On n'a

pas perçu que l'arrivée de migrants, parfois véhiculant des valeurs très différentes des nôtres et prêts à se battre énergiquement pour les conserver, posait de sérieux problèmes à des autochtones déjà en proie au doute, désorientés par les changements intervenus dans la société.

L'UDC a vite compris tout le parti qu'elle pouvait tirer de cette situation. Elle a élaboré une stratégie populiste qui, malheureusement, fonctionne: la Suisse aux vrais Suisses, c'est-à-dire à ceux qui le sont depuis des temps immémoriaux, à ceux qui ont demandé humblement à le devenir, à ceux qui ne sont pas doubles nationaux! Et malheur aux étrangers, aux réfugiés, aux profiteurs, aux malfaiteurs, aux humanistes, aux visionnaires!...

Son acharnement à désigner un bouc émissaire crée un climat malsain et conduit, si on n'y prend pas garde, à une dérive totalitaire de type fasciste. L'histoire le montre.

Je me suis laissé dire que, dans le Val-de-Travers, des potaches collectionnent les photos dédicacées du conseiller national UDC Yvan Perrin et ont dans leur téléphone portable des portraits d'Hitler. Est-ce parmi eux que se trouvent les auteurs de l'agression contre le centre de requérants d'asile de Couvet? L'absence de réprobation publique forte doit-elle être interprétée comme une caution, un encouragement à récidiver à la première occasion?

Il y a des jours où je ne suis pas fier d'être Suisse!

### Contrat résilié

La Caisse d'assurances Helsana a décidé de résilier le contrat collectif de soins du SAEN. Les assurés touchés par cette mesure peuvent s'adresser à la CSS (contrat BEJUNE, avantageux pour les complémentaires) ou à la Fonction publique (Groupe Mutuel), caisses auprès desquelles nous avons un contrat collectif.

### Semaine de la lecture:

**15 au 19 novembre 2004**

En février dernier, le délégué cantonal à la lecture a été dûment informé par JFK du projet du SER. Il a alors décliné l'invitation à s'y associer. Le 17 novembre, à 20 heures au Café romand, à Bienne, pour BEJUNE, Léo Barblan donnera une conférence suivie d'une présentation de l'association «Lire & faire lire».

Le DIPAC encourage les classes à participer au concours de scrabble scolaire. Finale prévue le 15 juillet 2005.

### Cotisation en hausse

Oubliant les sacrifices déjà imposés ces dernières années, le Conseil d'Etat veut que la Fonction publique passe encore à la caisse; il propose une indexation des salaires de 0.1% et une augmentation de 0.5% de la cotisation à la caisse de pensions.

Visitez notre site: [www.saen.ch](http://www.saen.ch) et celui du SER: [www.le-ser.ch](http://www.le-ser.ch)

à savoir...

Avec le retrait de notre patron Thierry Béguin, c'est le dernier humaniste de droite qui tire sa révérence. Nous devons désormais nous préparer à croiser le fer avec une droite de plus en plus agressive et dangereuse.

■ JOHN VUILLAUME

## Délocaliser l'école?

La mauvaise saison est de retour, le brouillard, le froid, les nuits interminables; mais également les budgets étatiques déficitaires et les coupes qui leur sont liées. A Neuchâtel, le principe appliqué est la «symétrie des sacrifices». Un concept d'une profonde incohérence qui reflète celle d'une certaine élite politique? On doit économiser partout, à petite dose. C'est le système de l'arrosoir adapté aux temps de crise: en période de vaches grasses, on distribue les bénéfices à gauche, à droite, sans aucune ligne ni priorité. Même schéma lorsque la pénurie s'installe: on coupe dans tous les domaines. Les enseignants, les pêcheurs, les chasseurs, les sportifs, les assistés doivent tous trinquer: «Il faut faire des sacrifices.» Nous croyons entendre l'ancien premier ministre français Balladur dont la politique visait à pressurer le peuple au profit des riches. Les fonctionnaires, et particulièrement les enseignants, sont en point de mire. Faire des économies sur notre dos est efficace. Nous sommes nombreux:

une baisse de nos salaires laisse immédiatement une trace visible dans les comptes de l'Etat. Cette année, la droite majoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil remet le couvert. Le Conseil d'Etat se refuse toujours à indexer nos salaires et il a décidé de nous soutirer encore de l'argent en haussant notre contribution à la caisse de pension: quelle manière élégante de diminuer nos revenus! Certains parlementaires de droite désirent même supprimer notre 13e salaire! De plus, les représentants de cette nouvelle droite antisociale et ultralibérale ne manquent jamais une occasion de cracher leur venin idéologique contre l'Etat, la fonction publique et les enseignants.

L'instruction publique est décidément difficile à gérer (ah, ces enseignants qui râlent parce que leur travail s'intensifie comme jamais alors qu'on continue de leur baisser les salaires!) et décidément trop chère.

Nos champions du tout privé et du tout marché auront-ils l'idée d'«externaliser» l'éducation?

Une délocalisation en France voisine pour commencer? Des profs, des installations et des frais de fonctionnement moins coûteux, des enfants placés à l'internat qui ne dérangeront plus leurs parents surmenés! Et pourquoi pas une délocalisation plus lointaine et vraiment bon marché: en Chine par exemple? Inculquer à nos chères têtes blondes le chinois et l'anglais pour les préparer à affronter le monde de demain?

La majorité actuelle de droite de notre canton, obnubilée par la seule idée des économies, souffrant d'un délire antifiscal grave qui mériterait une mise à l'écart des affaires publiques, ne prend pas le problème par le bon bout. Par les temps qui courent, il est essentiel de concentrer les ressources publiques dans l'amélioration du niveau d'éducation de la très grande majorité de la population.

Est-ce que baisser nos salaires constitue le bon moyen de nous motiver à donner le meilleur de nous-mêmes dans notre noble mission?

Claude Meisterhans, 62 ans, s'est engagé pour sa commune (Cortailod), son sport (l'athlétisme) et sa profession (maître de sport et formateur). Découvrons la suite de son formidable parcours.

■ JOHN VUILLAUME

## Le sport, la vie et l'école (II)

### L'engagement public

**Les assauts répétés infligés à la fonction publique et à l'école sont-ils sur le point de cesser?**

**Les attaques sans merci de la droite libérale se brisent régulièrement sur le bon sens populaire: comment rendre à la raison les idéologues de droite?**

J'ai beaucoup d'amis qui ne sont pas de gauche mais qui n'acceptent pas les attaques continuelles d'une certaine droite envers l'école. Ces assauts sont tellement excessifs qu'ils en deviennent insignifiants et ne sont plus porteurs.

J'ai l'impression qu'une minorité, malheureusement très puissante, ne se souvient pas de ce qui s'est passé en 1789 et ignore totalement la déclaration des droits de l'homme.

Il me semble intéressant de comparer notre époque à celle qui précéda le 14 juillet 1789. Les causes de la Révolution française sont multiples et je n'y reviendrai pas. La situation internationale actuelle, tant sociale que militaire et économique, présente des similitudes avec celle qui a précédé le «Grand soir du 18e siècle», chez nos voisins français. Je ne dirai pas que le bon sens populaire a présidé à tous les actes de la Révolution française, mais les décisions populaires du 8 février, du 28 mars et du 16 mai sont peut-être les prémices d'une ère plus fraternelle.

Sur le plan social, une minorité de possédants, tels que les milliardaires américains, quelques familles à «sang bleu», les grands patrons d'entreprise dont les chefs d'Etat sont les alliés, ou quelquefois les laquais, gouvernent le monde au détriment de la démocratie. J'ai le sentiment, par conséquent, que nous vivons une époque prérévolutionnaire.

Sur le plan économique, les masses salariées vivent de plus en plus mal.

Soit elles sont licenciées, soit elles sont mal payées par rapport à leurs PDG qui gagnent quelquefois 300 fois plus. C'est indécent, scandaleux et antidémocratique. Comment peut-on justifier un salaire de 20 millions par année ou même de cinq cent mille francs? Il s'agit, dans ce dernier exemple, du salaire versé à la plupart des directeurs des anciennes régies de la Confédération ou de grandes entreprises de notre pays. Certainement par une argumentation malhonnête.

Sur le plan militaire, Louis XIV (cause lointaine de la Révolution) justifiait ses campagnes pour tenter d'assainir les finances de l'Etat. Aujourd'hui, Bush et Blair (Thatcher surtout) ont mis leurs pays dans un tel marasme économique qu'ils tentent d'en assainir les finances à travers leurs campagnes militaires. Les faucons américains sont des hommes dangereux, de même que ceux qui les soutiennent. Il faut souhaiter que les démocrates remportent les élections en 2004, tout comme il faut souhaiter le renversement de Berlusconi et de Blair. Car, quand on manipule l'opinion (Berlusconi) en détenant la quasi-totalité des moyens de communication ou que l'on ment à son peuple (Blair), cela n'est rien d'autre que de la propagande digne de celle des années trente, outre-Rhin. Les dépenses d'Economiesuisse pour la campagne du «oui» au paquet fiscal ne doivent rien en matière de démagogie à certaines campagnes de Berlusconi.

Sur le plan socio-économique, comment peut-on accepter qu'une entreprise telle que Novartis qui licencie 3000 personnes, déclare un bénéfice de 5 milliards et paie son PDG 50 000 francs par jour, alors que la santé publique grève fortement le portemonnaie du contribuable et de l'Etat? Il ne s'agit, ni plus ni moins, que d'une tyrannie du patronat et de l'économie. Je le réaffirme, dès qu'une

entreprise dépasse la taille d'une grande PME, les pouvoirs publics doivent posséder une large part, voire la majorité, des actions de cette entreprise. A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, le général De Gaulle avait montré la voie en nationalisant les usines Renault.

Plus haut, j'évoquais les grands patrons, les milliardaires américains et autres nantis à «sang bleu» que nous pouvons comparer à la cour des rois de France, d'Espagne ou d'Angleterre aux 17e et 18e siècles.

Il y avait encore les petits seigneurs, auteurs des basses besognes, qui s'incarnent aujourd'hui dans la génération des «jeunes loups» qui veulent faire la leçon aux petits patrons des PME, alors qu'ils ne sont jamais sortis de l'école. Tout frais émoulus de HEC ou de Saint-Gall, ils veulent appliquer les théories économiques assénées, souvent loin de la réalité, par certains de leurs professeurs. De ces jeunes loups, le canton de Neuchâtel en regorge.

Pour conclure, la Révolution française était censée abolir les privilèges; aujourd'hui, la majorité des chambres et du Grand Conseil, en votant le paquet fiscal, a voulu les rétablir. «Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse.» Elle s'est sérieusement ébréchée le 16 mai, tant mieux. La droite libérale se trompe. Cependant, détenant le pouvoir de l'argent, elle parvient encore à mystifier une partie de la population. Le libéralisme à l'excès, c'est la mort de l'individu, comme le communisme, d'ailleurs. Les idéologues de droite n'ont que des certitudes et cela les rend fous. La dictature des grandes entreprises mondiales asservit la plupart des gouvernants et, malheureusement, le monde se retrouve à la case départ où les puissants asservissaient les plus misérables. La pression exercée sur les salaires dans les pays de l'Est, en Asie, et probablement bientôt dans notre pays, est scan-

daleuse. Les licenciements sans raison permettent à nos banques et nos entreprises (pour être mieux cotées en bourse) de réaliser des bénéfices colossaux, alors que les deux tiers de l'humanité croupissent dans la misère. Une misère qui est souvent due à l'exploitation de leurs ressources, avec la bénédiction du néolibéralisme. Ce qui me désole le plus dans cette attitude néolibérale c'est d'observer des gens de chez nous emboucher les mêmes trompettes. J'espère sincèrement que le peuple, dans sa grande sagesse, comme il l'a fait le 8 février, le 28 mars et le 16 mai, saura juguler ce courant nauséabond véhiculé par le néolibéralisme et ses disciples de droite.

**La mise en place du CEP (club d'athlétisme de Cortaillod) dont vous êtes la cheville ouvrière est une réussite populaire et sportive. Votre action s'inscrit-elle également dans un contexte politique, ou est-elle le fruit d'un enthousiasme purement sportif?**

Mon action ne s'est jamais inscrite dans un contexte politique. Elle est le fruit d'une passion liée à l'enthousiasme et au besoin quasi viscéral d'aider la jeunesse à construire sa personnalité à travers le sport, en général, et l'athlétisme, en particulier. Dans ce sport, comme je l'ai dit plus haut, on ne peut pas tricher et la sanction est immédiate, à travers le verdict du chronomètre et du décamètre.

De plus, aucun sport ne développe, avec autant de rigueur, les qualités physiques et physiologiques, la volonté et l'amitié. Bien que sport individuel, l'athlétisme n'en est pas moins un sport d'équipe où la dynamique de groupe permet aux athlètes de se surpasser.

**Engagé dans la politique locale, n'êtes-vous pas frustré des limites étroites du champ d'action des élus locaux?**

**La place de la politique est-elle vraiment si faible dans la vie sociale des Suisses?**

Le pouvoir d'un conseiller communal est certes limité, mais il peut, avec l'aide de ses collègues et avec l'accord du Conseil général, donner certaines impulsions dans son village. Il est quelquefois difficile de convaincre le législatif du bien-fondé de son action, surtout quand celle-ci concerne le domaine où l'on est le plus compétent. Il y a un an, j'avais proposé la création d'un demi-poste de coach communal dans le domaine du sport. Il s'agissait d'un projet avant-gardiste et il a été refusé par le Conseil général, malheureusement.

Si la place de la politique est faible dans notre pays, c'est essentiellement pour deux raisons.

Premièrement, les 60% des élus aux chambres fédérales ne défendent que les lobbies dont ils sont membres à travers leurs conseils d'administration.

Deuxièmement, au lendemain d'un échec cuisant en votation populaire, le Conseil fédéral qui, décidément ne fait pas dans la pédagogie, annonce une prochaine mesure à l'encontre de ce qui a été décidé par le peuple (cf. votation sur la libéralisation de l'énergie et sur le paquet fiscal).

**L'action des syndicats d'enseignants n'est pas toujours très visible ni très cohérente. Estimez-vous nécessaire qu'en ces temps de transition un peu agités, les syndicats de la fonction publique se montrent plus combatifs, déterminés face aux défis parfois déstabilisants imposés par les évolutions de notre société?**

Bien que pas du tout engagé sur le plan syndical, si ce n'est par mes cotisations, je suis l'action de tous les syndicats de notre pays. Ces syndicats constituent une force nécessaire pour

contrer l'arrogance des néolibéraux. Personnellement, j'estime que les enseignants ne sont pas trop bien défendus par les syndicats de la fonction publique. Alors que les fonctionnaires neuchâtelois ont vu leurs conditions s'améliorer de façon très marquée sur le plan salarial, il faut reconnaître que le revenu des enseignants est resté en rade. Il est inadmissible que pour le même travail, dans le même degré scolaire, les classes salariales soient différentes après dix années d'enseignement. Pour quelles raisons, un maître de sport détenteur d'un titre universitaire est-il plus payé qu'un brevet cantonal B? Pourquoi un licencié en français est-il mieux rémunéré qu'un «besiste» ou qu'un instituteur? C'est de la pure discrimination. Après 10 ans d'enseignement, tous les enseignants du même degré devraient être au même niveau salarial, comme cela se fait dans le canton de Fribourg.

En athlétisme, il y a des facteurs fondamentaux, principaux, secondaires et accessoires dans la construction d'une planification de l'entraînement. La hiérarchie de ces facteurs ne change jamais. Dans l'enseignement, ce qui est fondamental à mon humble avis, c'est d'aider l'enfant à construire sa personnalité, ce qui est principal, c'est l'apprentissage, ce qui est secondaire, c'est la formation personnelle et accessoire l'aspect pécuniaire. Pourtant, avec les salaires pharaoniques qui sont offerts dans le secteur privé, l'aspect pécuniaire devrait inciter les autorités à valoriser ce facteur dans le statut de l'enseignant. Cela pourrait être une des tâches essentielles du syndicat si on veut motiver des hommes et des femmes pour ce merveilleux métier qui consiste à transmettre son savoir à la jeunesse.

A suivre